



Le renforcement de la résilience des populations rurales occupe une place prépondérante dans les politiques publiques du gouvernement du Sénégal. C'est dans cette optique que le gouvernement du Sénégal a mis en place des structures en charge de la mise en œuvre des politiques et des stratégies de nutrition et de sécurité alimentaire. Malgré cette volonté et cet engagement au plus haut niveau, l'insécurité alimentaire et la malnutrition demeurent préoccupante dans la zone nord du Sénégal. Ainsi, les départements de Podor, Matam, Kanel et Ranérou sont caractérisés par des prévalences très élevées de Malnutrition Aigüe Globale (MAG) chez les enfants de moins de 5 ans et d'Insécurité Alimentaire au niveau des ménages se situant respectivement à plus de 15% et à 70% (ENSA 2013). Aussi, sur le plan socio-économique la région de Matam présente :

- un taux d'alphabétisation de 28,4% ;
- une incidence de la pauvreté de 49,5% ;
- un taux d'activité de 36,2%, soit le plus faible du pays (ESPSII.2011) ;

Face à cette situation, le gouvernement espagnol, avec l'appui de l'Union européenne, a octroyé au gouvernement du Sénégal, à travers la Cellule de lutte contre la Malnutrition, un financement d'un montant de 5,9 milliards CFA, soit plus de 9 millions d'Euros, pour la mise en œuvre du Projet d'Amélioration de la réponse des communautés vulnérables aux crises nutritionnelles et alimentaires.

Ce projet, appelé « YELLITAARE » (qui signifie Développement porté par les communautés) est financé à travers le « Fond fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique » de l'Union Européenne.



Le Projet YELLITAARE s'aligne :

- aux objectifs du Plan Sénégal Emergent (PSE) qui ambitionne de favoriser une croissance économique à fort impact sur le développement humain ;
- à la Politique Nationale de Développement de la Nutrition (PNDN) 2016-2025 de par ses quatre piliers à savoir la production, la transformation, la distribution et la tarification, l'éducation, l'hygiène et l'assainissement et les services essentiels de nutrition et de santé ;
- à la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire et de Résilience (SNSAR) 2016-2020.

Le projet adresse les déterminants majeurs de la malnutrition dans les départements de Matam, Kanel, Ranérou et Podor. Il entre dans les priorités du plan directeur de la Coopération Espagnole au Sénégal et de son cadre d'association pays qui constitue l'élément fondamental de planification et qui définit les lignes d'action de la coopération concertée.





## Objectif général

Améliorer la capacité de résilience des populations locales et leur accès aux services de base avec un accent mis sur les plus vulnérables, en améliorant les conditions de vie pour prévenir la migration illégale.

## Objectifs spécifiques :

La mise en œuvre de ce projet permettra d'améliorer :

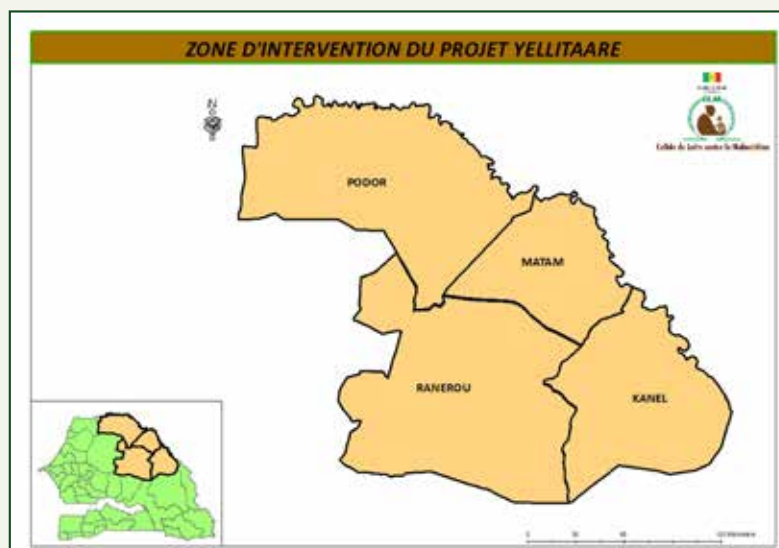
- la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'accès à une alimentation diversifiée, l'amélioration des chaînes de valeurs et les bonnes pratiques alimentaires ;
- l'accès aux services de base (santé nutritionnelle et reproductive, éducation fonctionnelle, eau potable, assainissement, hygiène des ménages etc.)
- La résilience des populations à travers le renforcement des capacités des collectivités locales en matière de gouvernance et la réduction des risques du désastre.

## Population cible

Le projet a comme bénéficiaires directs une population de plus de 100 000 personnes et de plus de 200.000 personnes comme bénéficiaires indirects. Ces bénéficiaires répondent aux critères de vulnérabilité à la malnutrition aiguë globale, à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire.

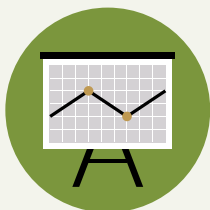
## Zones de couverture

Les population ciblées par zones et selon les critères de vulnérabilité sont présentées dans le tableau suivant :



Départements	Prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) (1)	Prévalence de l'insécurité alimentaire (1)	Population en 2013 (2)
<b>Matam</b> (10 communes)	20,5%	74,7 %	272.621
<b>Ranérou</b> (4 communes)	27.5%	27,7%	51.313
<b>Kanel</b> (12 communes)	17,9 %	13,2 %	238.605
<b>Podor</b> (22 communes)	16,7%	9,1%	180 976





## Objectif spécifique 1 : Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

### Résultats :

1. Renforcement des capacités des producteurs pour la diversification et amélioration de la production agricole, de l'élevage des petits ruminants, des cultures fourragères et de la production du tilapia.
2. Amélioration de la gestion durable des ressources naturelles.
3. Facilitation de l'accès aux facteurs de production (agriculture, élevage, production piscicole adaptée).
4. Amélioration de la transformation de la production agro-sylvo-pastorale.
5. Amélioration des capacités de stockage communautaires.
6. Renforcement des capacités de commercialisation.
7. Amélioration des pratiques alimentaires.

## Objectif spécifique 2 : Facilitation de l'accès aux services de base.

### Résultats :

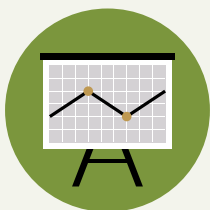
1. Amélioration de l'accès à l'éducation fonctionnelle.
2. Amélioration de l'accès à la santé nutritionnelle (mère et enfant).
3. Amélioration de l'accès à la santé reproductive.
4. Amélioration de l'hygiène et de l'assainissement.
5. Amélioration de l'accès à l'eau potable.

## Objectif spécifique 3 : Renforcement de la résilience des populations à travers l'appui à la gouvernance des communes.

### Résultats :

1. Renforcement des capacités des Communes en matière de gouvernance.
2. Renforcement des capacités des Communes pour la réduction du risque de désastres (prévention des chocs, systèmes d'alerte précoce)



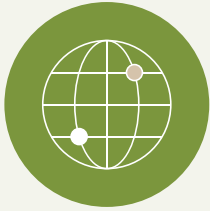


## CADRE DE MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre du projet est confiée à la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) et à l'entreprise publique espagnole TRAGSA qui a en charge la réalisation des travaux d'infrastructure. TRAGSA exécutera directement certaines activités et passera des marchés de services/subventions avec des partenaires locaux.

La CLM dispose d'un cadre d'intervention multisectoriel et d'un dispositif fonctionnel pour assurer l'exécution du projet. Ainsi elle s'appuiera sur son dispositif communautaire et en collaboration avec les collectivités locales, les secteurs à travers leurs services techniques au niveau opérationnel et la société civile. Les activités seront mises en œuvre par :

1. les ministères techniques et leurs services déconcentrés
2. les Agences d'Exécutions Communautaires (AEC)



# GOVERNANCE DU PROJET

Plusieurs comités sont constitués à différents niveaux afin de faciliter la coordination du projet. Il s'agit de :

**1. Un comité de pilotage (CP)** qui se réunit sur une base annuelle et co-présidé par le coordonnateur général du Bureau Technique de l'AECID au Sénégal et par Monsieur le Premier Ministre. Il a pour mission d'assurer la validation et le suivi du plan d'action annuel du projet (PABA) et d'assurer les mécanismes de coordination entre les différentes parties prenantes et en assurera l'implication active. Il est composé de :

- Ministères sectoriels;
- Union Européenne;
- L'Agence Espagnole de la Coopération Internationale au Développement(AECID) ;
- L'Agence d'Aide à la Coopération Technique et au développement (ACTED) ;
- La Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) ;
- Agents techniques spécialisés ;
- Autres acteurs ou partenaires.

**2. Un comité technique (CT)** qui se réunit trimestriellement et constitue un cadre de partage de l'exécution technique et financière des interventions, et de validation des plans d'action du projet. Il est composé de représentants de :

- Bureau Exécutif National (BEN) de la CLM ;
- AECID ;
- TRAGSA ;
- Bureau Exécutif du Projet (BEP).

**3. Un Comité Régional de Suivi** qui se réunit sur une base semestrielle et constituant un cadre d'exécution technique et financière et de validation de la planification avec toutes les parties prenantes au niveau local. Il est présidé par le Gouverneur de Région et est composé de représentants de:

- CLM ;
- AECID ;
- BEP ;
- Services techniques déconcentrés, des Agences Techniques Spécialisées ;
- Société civile ;
- Secteur Privé ;
- Délégation UE.





# PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

- **Au niveau Central**

- les ministères techniques membres de la CLM ;
- les Associations Faitières des Collectivités Locales.

- **Au niveau Opérationnel:**

- Les conseils départementaux
- Les Communes
- Les Agences d'Exécution Communautaire du PRN
- Services Régionaux de :
  - l'Education (Bureau Régional d'Alphabétisation)
  - l'Hydraulique
  - l'Assainissement
  - DRDR
  - Santé

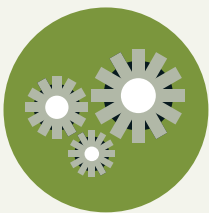
- Hygiène

- Élevage

- Appui au Développement Local

- Statistique et de la Démographie

- Les organisations paysannes
- Les associations pastorales
- Les associations des usagers de forages (ASUFOR)
- Les agences techniques spécialisées (SAED, ANCAR, ANIDA, ONAS, ANA)
- Les agences Régionales de Développement
- Les ONG internationales et locales (Association des Agronomes et Vétérinaires sans Frontières, Action contre la Faim, etc.).



# PARTIES PRENANTES DU PROJET

- **UNION EUROPENNE**

L'Union Européenne est un acteur majeur de la coopération internationale et du développement. Elle est aussi le premier bailleur de fonds de l'aide humanitaire. L'objectif premier de la politique européenne pour le développement est l'éradication de la pauvreté dans le monde.

La politique de développement se trouve au cœur des politiques extérieures de l'Union européenne. Depuis sa fondation, celle-ci soutient le développement de régions partenaires.

La Délégation de l'Union européenne (UE) au Sénégal est l'interface entre les institutions européennes et les institutions et les populations du Sénégal. Ces pays appartiennent au groupe des Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) avec lequel l'UE a des relations de coopération.

De simple bailleur de fonds intervenant dans les infrastructures, les projets agricoles, l'UE est devenue un véritable acteur politique qui s'intéresse à la gestion et la prévention des conflits, ainsi qu'à la démocratie et à la bonne gouvernance. En tant que partenaire économique, l'UE préconise une approche globale s'intéressant au dispositif commercial comme aux politiques macro-économiques et sectorielles.

## • COOPERATION ESPAGNOLE

Comme le stipule la Loi 23/1998 du 7 juillet de Coopération Internationale au Développement, L'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) est l'organe de gestion de la politique espagnole de coopération internationale au développement, et elle a pour objet, la planification, la gestion et l'exécution des politiques publiques de coopération au développement, destinées à la lutte contre la pauvreté et l'atteinte d'un développement humain durable dans le cadre de son intervention.

Le Bureau Technique de la Coopération est opérationnel au Sénégal depuis l'année 2004 et fait partie de l'Ambassade d'Espagne. Son rôle est la gestion, l'identification, le contrôle et le suivi des projets et programmes de coopération au développement dans le cadre des compétences de l'AECID et la coordination des actions que réalisent les différents acteurs de la Coopération Espagnole.

La deuxième Commission Mixte de Coopération, signée le 2 décembre 2013, marque le commencement d'un nouveau cycle de coopération. Dans cette nouvelle étape, la relation entre les deux pays se consolide avec l'élaboration d'un document stratégique commun : le Cadre d'Association Pays Espagne-Sénégal, qui établit un consensus pour les priorités des secteurs de coopération pendant la période 2014-2017. Ces priorités sont la consolidation des processus démocratiques et l'état de droit, ainsi que la promotion des opportunités économiques pour les plus pauvres.

## • LA CELLULE DE LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION

La Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) a été créée en 2001 par le gouvernement du Sénégal. Placée sous l'autorité du Premier Ministre, elle apporte dans le cadre de sa mission, son assistance technique dans la définition et la mise en œuvre de la politique nationale de nutrition. Présidée par le Directeur de Cabinet du Premier Ministre, elle est constituée de représentants des ministères techniques clés impliqués dans la nutrition, de représentants des élus et de la société civile.

La CLM met en œuvre plusieurs projets et programmes qui sont les suivants :

- Le Programme de Renforcement de la Nutrition ;
- Le Projet Iodation Universelle du Sel ;
- Projet d'appui à la sécurité alimentaire des ménages vulnérables (PASAV) ;
- Le Projet Financement Basé sur les Résultats ciblant la demande de soins maternels (PFBR)

Ses axes d'intervention sont :

- La nutrition communautaire ;
- La lutte contre les carences en micronutriments ;
- Le développement d'initiatives communautaires ;
- Les interventions multisectorielles sensibles nutritionnelles
- La mise en œuvre de filets sociaux au profit des ménages vulnérables (enfants 0-5 ans, femmes enceintes et allaitantes
- Le renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles.

Elle intervient dans la totalité des 14 régions du Sénégal et s'appuie sur son dispositif de mise en œuvre composé de 2218 sites communautaires répartis sur 400 communes pour assurer dans le cadre du Programme de Renforcement de la Nutrition (PRN), une délivrance continue des services visant à prévenir la malnutrition et à prendre en charge la malnutrition aiguë modérée .